

Dans son pays, les curriculum vitae n'existaient pas

De la Mongolie à la Suisse, Navchaa Duron-Batchuluun s'adapte avec force et délicatesse

«**P**our mes recherches d'emploi, j'utilise seulement le nom de mon mari. C'est plus simple, car je dois déjà épeler mon prénom.» Navchaa («feuille» en mongole) Duron-Batchuluun est arrivée en Suisse, il y a trois ans, au bras de son mari, un Français de la région genevoise. «Au début, j'attendais qu'on vienne vers moi, comme c'est le cas en Mongolie. Puis, j'ai compris que c'était à moi de sortir et de m'ouvrir.» Navchaa s'est adaptée aux coutumes de son pays d'adoption et à son marché du travail, de cours de français en bilan de compétences, en passant par des ateliers pour gérer le stress des entretiens. Son diplôme a été reconnu en Suisse. Du moins, en partie. Ingénieure en Mongolie, après cinq ans d'études, son titre, ici, est celui d'opératrice en technologie alimentaire (contrôle de la production, analyse de la qualité des produits, application des règles d'hygiène et de sécurité, entre autres...).

Le soutien d'un «mentor»

À Genève, l'ingénieure travaille actuellement comme patrouilleuse scolaire. Un emploi bien en dessous de ses qualifications, mais qui a toutefois ses avantages: «Grâce à ce poste, j'ai réussi à me créer un réseau. Et j'aime être en contact avec les enfants...»

Elle garde espoir de trouver un emploi dans sa branche, notamment grâce au programme de mentorat pour l'insertion professionnelle des migrantes et des migrants de l'Entraide protestante suisse (Eper).

Ce projet crée des ponts entre des professionnels de même métier mais d'origine différente. Le migrant trouve ainsi l'appui bénévole d'un «collègue» qui connaît le marché du travail et le réseau. «Mon mentor m'a expliqué comment améliorer mon CV ou me présenter à un entretien. Il m'a donné des pistes pour chercher du travail et m'a aussi prêté des livres techniques

pour apprendre le vocabulaire scientifique en français. Grâce à lui, j'ai plus confiance en moi», relève Navchaa, ravie.

«Avant de venir en Europe, je pensais que la vie serait plus facile. Mais les barrières professionnelles et linguistiques sont parfois un peu décourageantes», ajoute-t-elle avec une maîtrise du français pourtant étonnante.

Une autre culture

Navchaa semble décortiquer la langue aussi bien que le monde qui l'entoure. «Ici, en Suisse, j'ai dû apprendre la culture, et j'ai encore à apprendre à penser comme vous», dit-elle, son regard dans celui de son interlocutrice. «En Mongolie, on ne regarde pas l'autre dans les yeux. Mais nos paroles sont plus directes. Demander l'âge et le salaire de quelqu'un est, par exemple, tout à fait normal.»

Il y a 34 ans, Navchaa est née à 7000 kilomètres d'ici (à vol d'oiseau), au nord-ouest de la Mongolie, à Ulaangom. Une petite ville de 30000 habitants au climat extrême: de -40 degrés l'hiver à +40 degrés l'été.

A ses 18 ans, le père de Navchaa, chauffeur de camion, décide de rejoindre Oulan-Bator (la capitale), pour lui permettre, ainsi qu'à ses deux sœurs, d'étudier à l'Université. «Je voulais être médecin, pour soigner les gens, car ma mère est morte quand j'avais 13 ans. Mais il n'y avait que 7 places pour 700 candidats... Et je n'ai pas été prise», raconte-t-elle sans jamais quitter son sourire.

Elle entame donc des études en technologie alimentaire. «Mon père me disait que la nourriture, c'était essentiel. Et j'adorais déjà cuisiner.» Un cursus qui la comble et qui débouche sur des emplois bien payés (400 francs par mois environ, soit 4 fois le salaire moyen).

De la vodka... à l'eau

«A la sortie de l'Université, ce sont les employeurs qui venaient nous chercher. Il n'y avait même pas de CV», se souvient Navchaa, qui travaille quelque temps dans une usine de conserves de légumes et de



Thierry Porchet

Ingénieure dans son pays, Navchaa Duron-Batchuluun garde l'espoir de trouver un emploi dans sa branche.

fruits, puis de... vodka. Mais elle n'aime pas cet univers alcoolisé. «Je me sentais mal de participer à la vente d'un produit qui brise des familles.» Et Navchaa de rappeler qu'à la chute de l'Union soviétique, beaucoup de gens se sont retrouvés sans emploi, la vodka en héritage et pour toute consolation.

Clin d'œil du destin peut-être, elle sera engagée juste après dans une usine de mise en bouteilles... d'eau. «C'était une chaîne semi-automatisée qui venait tout droit de Chine», explique-t-elle.

Les influences changent pour les quelque 3 millions d'habitants

de Mongolie qui n'échappent pas à la mondialisation. «Il y a aussi beaucoup d'investisseurs étrangers. Si on partait vivre en Mongolie, ce serait certainement facile, pour mon mari, de trouver un emploi. Les diplômés étrangers sont bien reconnus, et on reçoit les gens comme ils sont.»

Aline Andrey ■

L'Eper est à la recherche de «mentors» bénévoles, notamment dans les branches de la construction et de la vente. Pour plus d'informations: www.mentoratemploi.ch ou 021 613 44 58.

Une offensive en matière de contrôles est nécessaire

Le renforcement des mesures d'accompagnement mis en consultation par le Conseil fédéral vendredi passé est important pour la protection des salaires et des emplois en Suisse. Il permettra de mettre fin aux agissements des employeurs qui essaient de ne pas verser les salaires usuels dans notre pays en faisant passer leurs employés et employées pour des soi-disant indépendants. Et il sera aussi possible à l'avenir d'infliger des amendes aux employeurs qui ne respectent pas les salaires minimums des contrats types de travail. Ainsi se trouveront comblées des lacunes sensibles de l'actuel dispositif de protection

communiqués

prévu par les mesures d'accompagnement. Pour protéger nos salaires et nos emplois, le renforcement de ces dernières est nécessaire et urgent. Une large unanimité règne à ce sujet. C'est pourquoi la procédure doit être accélérée. Pour l'heure, l'entrée en vigueur de ces mesures d'accompagnement renforcées n'est en effet prévue que pour le début 2013.

A cause du franc fort, la pression sur les salaires et les conditions de travail suisses s'accroît, notamment lors des nouveaux engagements, qui devaient déjà faire face auparavant à une telle pression. A ce sujet, l'Union syndicale suisse (USS) demande instamment le lancement d'une offensive en matière de contrôles: là où il y a sous-enchère salariale, Confédération et cantons doivent introduire des salaires minimums, ainsi que la loi l'exige. Et les sanctions doivent être durcies; en introduisant la responsabilité solidaire, il s'agit d'empêcher que les entreprises fautives n'échappent au paiement des amendes qui leur sont infligées. L'USS attend du groupe de travail des partenaires sociaux et du Seco qu'ils adoptent des mesures allant dans ce sens.

USS ■

Coups de sifflets des facteurs

Cinq cents employés de la Poste ont répondu à l'appel de Syndicom, le samedi 17 septembre. Les distributrices et distributeurs ont manifesté à Berne contre les plans de la Poste de mettre en œuvre, sur le dos du personnel, le projet de rationalisation Distrinova. La coprésidente et le coprésident de Syndicom, Danièle Lenzin et Alain Carrupt, ont invité les participants à se mobiliser et à se battre. Ils les ont assurés du soutien de l'ensemble des membres des douze branches de Syndicom. «Non à la précarisation dans la distribution, oui à la réduction du temps de travail sans diminution de salaire» ont aussi revendiqué les syndicalistes Fritz Gurtner, Heinz Suter, Jean-Marc Baume et Angelo Zanetti dans leurs interventions. Les 500 participants ont mis fin à la manifestation avec un concert de sifflets assourdissant.

Grâce au projet Distrinova, la Poste suisse compte augmenter l'efficacité de la distribution. Une partie du travail de préparation des distributeurs doit notamment être effectuée par des machines. Selon la Poste, 270 unités de personnel passeront à la trappe dans la distribution. Mais ces chiffres sont trompeurs! La Poste ne dit pas toute la vérité sur l'introduction du tri séquentiel. Elle tait que de nombreux emplois dans la distribution seront transformés en postes à temps partiel. Syndicom estime que près de la moitié des distributeurs verront leur taux d'occupation réduit. Dans la distribution, la Poste doit continuer à offrir des pleins-temps qualifiés. Syndicom empêchera par tous les moyens syndicaux que la distribution conduise à une précarisation des conditions de travail.

Syndicom exige donc que la Poste mène sans tarder des négociations sur les mesures d'accompagnement, comme la CCT. La Poste le prévoit en cas de grandes mesures de rationalisation. Tel est précisément le cas de Distrinova. Syndicom exige une réduction du temps de travail hebdomadaire de 5 heures et le maintien du salaire entier. Par cette mesure, il compte remédier aux répercussions négatives du tri séquentiel et mettre fin à la précarisation.

Syndicom ■

Christophe Gallaz
journaliste, écrivain

de
biais

Les impasses du professionnalisme

Il faut «déprofessionnaliser» la politique. C'est le joli mot qu'avait lâché voici quelques semaines l'ancienne juge Eva Joly, lancée dans la course à la présidentielle de la République française par les Verts et le mouvement Europe Écologie, durant leurs Journées d'été communes tenues à Nantes.

Le vocable donne à réfléchir. On observe en effet que le principe du «professionnalisme», sacralisé depuis des décennies sous nos latitudes, mérite d'être aujourd'hui sérieusement questionné. Fondé sur la spécialisation des métiers, jugée seule porteuse de cette «expertise» qu'on a révéler partout jusqu'au fantasme, et censé produire un maximum de performance et d'efficacité, il fabrique en réalité beaucoup plus d'impasses que prévu. En l'occurrence, Eva Joly songeait évidemment au système Sarkozy qu'elle s'apprête à défier. Et ce qu'elle vou-



lait dire en désignant cette cible, c'est que l'exercice de la politique en France a depuis longtemps, pour objet central, la politique elle-même: au lieu de répondre aux besoins profonds du peuple à long terme, le pouvoir présidentiel utilise ce même peuple comme l'instrument de sa propre survie.

Les plus chauds dossiers dont la Justice hexagonale s'occupe depuis quelque temps l'attestent. De l'affaire Bettencourt, où Nicolas Sarkozy semble avoir été lui-même impliqué selon divers témoignages, jusqu'à celle des «porteurs de mallettes» qui se sont chargés d'aller et venir entre la Suisse et la France pour irriguer d'argent les comptes de campagne ouverts en faveur d'Edouard Balladur en 1995, tout atteste que seuls comptent les avantages spécifiques

du «milieu» - comme on dirait à propos de la mafia...

Nous voici donc au stade des bulles microcosmiques. La bulle microcosmique en politique, qui dévoie la démocratie tout en profondeur et subtilité. Ou la bulle microcosmique des banques, qui dévoient leur fonction d'échanges financiers conformes à l'intérêt général de leurs clients pour en faire une méthode de prédation propice à leurs intérêts particuliers. Le dernier épisode en date avec lequel UBS vient d'amuser la planète, celui du trader londonien ayant entraîné la chute d'Oswald Grubel, l'illustre clairement: le fraudeur s'était trouvé pris dans une obligation de performance impossible à respecter.

Nous sommes ici dans une situation que divers artistes ont perçue depuis longtemps. Le cinéaste Federico Fellini, par exemple, l'avait captée pour en faire le thème de sa «Répétition d'orchestre», tandis que son confrère

Jean-Luc Godard critiquait les milieux du cinéma qu'il voyait truffés de «professionnels de la profession» - autrement dit de travailleurs ayant oublié que leur activité peut éventuellement comporter une valeur d'usage pour les humains en général.

A ce stade, on peut se demander si les politiciens, les industriels, les financiers et finalement les salariés, ne sont pas eux-mêmes en train de basculer dans une sorte d'aveuglement hyperactif. Qui, parmi nous, réfléchit encore aux effets lointains que son travail quotidien exerce au-delà de son bureau, de son usine ou de son chantier? Qui se demande quelles souffrances il provoque peut-être indirectement dans d'autres parties du monde, ou dans d'autres secteurs de la société qui nous environne?

Seul paraît compter, aujourd'hui, le fait d'être malin pour soi, et dans toutes les circonstances. C'est une réalité qu'on aperçoit dans tous les

domaines, y compris dans ceux de la culture. Déjà, dans certaines écoles d'art en Suisse romande, on enseigne aux étudiants comment solliciter les instances de subventionnement ad hoc, avant même qu'ils aient produit la moindre œuvre tangible...

Le sociologue Edgar Morin s'en est récemment inquiété. «Le drame, écrit-il, c'est que l'hyperspécialisation généralisée entraîne le règne des idées générales les plus pauvres concernant le monde physique, la société, l'homme et la vie. En quelque sorte, le règne de l'hyperspécialisation généralisée, c'est celui des idéologies. Les idéologies planent sur la réalité et ne peuvent la transformer qu'en la brutalisant. Autrement dit l'hyperspécialisation généralisée entraîne le crétinisme idéologique généralisé (...).» Autant dire que la vaillante Eva Joly comptera plus d'un adversaire en face d'elle.